

Pouvoir d'emprunt—Loi

à leurs enfants. Il nous laisse en partant en proie au malheur et à la misère.

Des voix: Bravo!

Mlle Carney: Cependant, je constate que les candidats à la direction du parti libéral semblent vouloir se dissocier de cette politique. Comme c'est fascinant de voir le ministre de l'Emploi et de l'Immigration déclarer à la télévision nationale qu'en homme de l'avenir, il a des idées nouvelles, contrairement à cet homme du passé que serait l'ancien ministre des finances à qui nous sommes redevables de tous ces énormes déficits! J'ai hâte de voir ce dernier arriver à la Chambre des communes, pour que nous puissions chiffrer à l'appui lui démontrer qu'il a de propos délibéré introduit à maintes reprises des déficits de 5 milliards de dollars dans un budget qui était initialement équilibré, jusqu'à ce que ce déficit atteigne finalement 31 milliards de dollars. Comme je serais heureuse de pouvoir déposer à la Chambre ses tristes bilans!

Mais j'en reviens à celui qui se dit l'homme de l'avenir et qui prétend avoir des idées originales et une optique nouvelle. J'ai songé à lui cette fin de semaine au moment où, avec d'autres députés, je participais à une réunion de parlementaires du Canada et des États-Unis pour discuter de problèmes communs. Évidemment, les sénateurs américains s'étonnaient des succès incroyables remportés par le sénateur Hart. L'un d'eux a admis qu'il entretenait effectivement quelques espoirs, étant donné qu'il était plus jeune que le sénateur Hart, qu'il avait passé moins d'années que lui au Sénat, que de nouvelles idées lui étaient venues depuis le petit déjeuner et qu'il lui en viendrait vraisemblablement d'autres avant le déjeuner. Si seulement, disait-il, il pouvait les ruminer suffisamment longtemps, il pourrait les exprimer et nous les présenter en tant que prétendant à la direction de son parti.

Je n'ai pu m'empêcher de penser à notre pauvre «ministre des prodigalités gouvernementales» qui s'imagine qu'en dépit de sa triste réputation, les Canadiens pourraient encore le prendre au sérieux, ceux surtout qui vivent dans des circonscriptions auxquelles il n'a absolument rien accordé.

Le calibre des candidats à la direction du parti libéral, comme on peut en juger par la candidature du ministre de l'Emploi et de l'Immigration, suffirait à prouver qu'après des années de pouvoir, le premier ministre nous lègue un bien triste héritage. Que ce candidat soit tout ce que le parti puisse offrir jusqu'à présent constitue vraiment le meilleur commentaire sur le sort du parti libéral et sur le mal que ses membres ont fait au pays.

Que nous a coûté cet épouvantable héritage? On a déjà évoqué certains chiffres. Il nous a, par exemple, coûté une hausse des taux d'intérêt. La semaine dernière, la valeur des bons du Trésor a encore augmenté. Cette mesure ravive dans le cœur des Canadiens la terrible crainte que les taux d'intérêt ne se remettent à monter et que nous soyons de nouveau aux prises avec un endettement croissant qui ne nous laisse aucun espoir pour l'avenir. Bien plus, notre nouvel endettement nous coûtera une cinquantaine de milliards.

Des voix: Oh, oh!

Mlle Carney: Je regrette que les députés libéraux ici présents trouvent mes paroles si pénibles qu'ils ne peuvent pas les écouter ni en tenir compte. Peut-être que s'ils se portent eux aussi candidats à la direction ils auront une idée nouvelle à présenter: éliminer la dette.

• (1250)

M. John A. MacDougall (Timiskaming): Monsieur le Président, en intervenant dans le débat du projet de loi C-21, portant autorisation d'emprunter 29.5 milliards, il m'est difficile de trouver les mots qu'il faut pour condamner une mesure législative aussi complexe. Si nous voulions passer en revue les projets de loi portant autorisation d'emprunt qui ont été présentés au cours de la présente 32^e législature, nous pourrions commencer par les projets de loi C-30, C-12, C-59, C-111, C-125, C-128, C-153 pour arriver maintenant au C-21. Chacun de ces projets de loi demande une augmentation du pouvoir d'emprunt.

L'inquiétude que suscite ce fardeau de plus en plus lourd des intérêts ne se fait pas sentir uniquement à la Chambre, monsieur le Président, mais dans tout le pays. On évalue à 20.4 milliards de dollars ce que nous coûtera le service de la dette en 1984-1985, soit \$800 pour chaque homme, femme et enfant au Canada ou \$1,900 par contribuable.

A titre de nouveau député, j'aimerais consacrer quelques instants à dire ce que je pense de ce déficit de 29 milliards et demi. Lorsque le premier ministre (M. Trudeau) a été choisi en 1968 pour diriger le parti libéral, il a promis une société juste pour tous les Canadiens. Or, monsieur le Président, je tiens à vous dire que le problème au Canada ne tient pas au bilinguisme ou à la répartition des richesses entre les régions, mais plutôt au favoritisme politique qui règne ici.

Avant d'être élu député, monsieur le Président, je croyais que ce serait un honneur pour moi de représenter la circonscription de Timiskaming et d'être l'un des 282 députés à jouer un rôle dans l'histoire du Canada. Le 12 octobre 1982, date de mon élection, a donc été un grand jour pour moi.

Des voix: Bravo!

M. MacDougall: Je pensais pouvoir défendre les intérêts non seulement de ma circonscription de Timiskaming mais également de toutes les régions du pays. Les événements des derniers mois m'ont cependant fait revenir sur terre, monsieur le Président.

Le chômage est un problème grave non seulement dans ma circonscription, mais également dans d'autres circonscriptions qui connaissent des taux de 12, 14, 16 ou 22 p. 100. Le gouvernement et le ministre ont mis en œuvre un Programme de projets spéciaux de création d'emplois, mais tout semble indiquer qu'il ne s'adressait qu'aux ministériels. C'est une tragédie, monsieur le Président. Les circonscriptions qui entourent la mienne, Timmins-Chapleau, Sudbury, Nipissing ont profité de la générosité du gouvernement puisqu'elles ont obtenu respectivement \$459,000, \$957,000 et plus de un million de dollars, alors que la circonscription de Timiskaming n'a reçu que \$130,000.

Des voix: Honte!

Une voix: Faites votre travail.

M. MacDougall: Avant mon élection à la Chambre, on m'a dit, et je l'ai cru, qu'il suffisait d'être honnête et sincère et de ne pas ménager ses efforts pour ses électeurs pour contribuer à l'amélioration de notre pays. Ma circonscription connaît un taux de chômage de 13 p. 100 et je fais donc tout en mon pouvoir pour aider mes électeurs, mais si je ne peux obtenir ma juste part des fonds disponibles, je ne peux réussir. Nous ne